

CONSULTATION CONDITIONS ECONOMIQUES DE L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES DE GENIE CIVIL D'ORANGE : MODIFICATION DE LA DECISION N° 2017-1488

Réponse d'Axione à la consultation publique de l'ARCEP – Juillet 2023



Présentation d'Axione

Axione est un acteur global du secteur des infrastructures de télécommunications au service des collectivités territoriales, des opérateurs et des équipementiers et s'organise autour de trois pôles d'activités :

1. La conception, le déploiement et la maintenance de réseaux fixes et mobile
2. L'exploitation de réseaux filaires et radios
3. Le financement et la gestion d'actifs d'infrastructures de télécommunications haut et très haut débit

Sur la fibre, Axione opère 25 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat. A horizon 2024, les réseaux FttH d'Axione desserviront 3,5 millions de locaux.

Parallèlement, Axione apporte son expertise multi-technologique aux Grands Comptes publics et privés pour leur proposer des solutions innovantes : Couverture Radio Indoor, réseaux privés fibre et radio et Smart Territoires.

1. Enjeu du changement de clé d'allocation

Le changement de clé d'allocation décrit à l'article 1 du projet de décision mis en consultation, s'il est mis en œuvre, aura un impact massif sur l'économie des accès fixes. En effet, ce changement entraînerait d'ici la fin de la transition vers la fibre un transfert de plus de 700 millions d'euros des Opérateurs d'Infrastructures fibre vers Orange en tant que gestionnaire de génie civil. D'après les calculs préliminaires d'Axione, cela entraînerait une augmentation du tarif aval PM de 2€/prise/an en moyenne entre 2024 et 2029 par rapport à la trajectoire anticipée avec les modalités de calculs actuelles.

Ce changement de réglementation vient percuter l'économie des délégations de service public fibre au milieu de la vie des contrats alors que la location du génie civil d'Orange est le poste de dépense d'exploitation le plus important des sociétés délégataires. En outre, ce changement n'est pas motivé dans le projet de décision. Enfin ce changement allège les coûts alloués au réseau cuivre et alourdit les coûts alloués aux réseaux fibre en totale contradiction avec la politique d'incitation de transition vers la fibre de l'Autorité et du Gouvernement.

L'aspect massif, soudain et inopiné des augmentations tarifaires qui feraient suite au changement de clé d'allocation est à mettre en regard du droit régissant les analyses des marchés de gros des communications électroniques. L'article 74 du Code européen des Communication Electronique indique à ce sujet que « [...] Lorsque les autorités de régulation nationales jugent approprié d'imposer des obligations en matière de contrôle des prix sur l'accès à des éléments de réseau existants, elles tiennent également compte des avantages que présentent des prix de gros **prévisibles et stables** [...] ». Cet article fait écho à la recommandation 2013/466/UE de la Commission qui stipule dans son point 38 que : « Les ARN devraient **tenir compte des principes de transparence et de prévisibilité réglementaires et de la nécessité de garantir la stabilité sans variations significatives** lorsqu'elles fixent des tarifs d'accès orientés vers les coûts, aussi bien lorsqu'elles élaborent la méthode de calcul des coûts. [...] ». Ainsi le projet de décision, parce qu'il provoquerait des modifications tarifaires massives, soudaines et inopinées, ne tient pas compte de la nécessité de stabilité et de prévisibilité des prix gros décrite dans les textes précités. En conséquence, le projet de décision n'est pas conforme au droit en vigueur.

Si le projet de décision, après d'éventuels recours, devait entrer en vigueur, l'enjeu pour Axione sera de répercuter l'augmentation du coût de location du génie civil d'Orange sur les tarifs récurrents d'accès aux réseaux de Boucle Locale Optique Mutualisée. Il sera nécessaire que l'Autorité puisse permettre de sécuriser cette répercussion. En effet, le contrat d'accès FttH passif isole une composante « GC » dans le tarif récurrent mensuel PM-PBO d'une ligne cofinancée et dans le tarif de location d'une ligne FttH permettant de couvrir le coût de location du génie civil d'Orange. Cette composante fait l'objet dans ce même contrat d'une clause visant à la modifier si le tarif de location du génie civil d'Orange n'évolue pas comme anticipé.

Néanmoins cette clause s'appuie sur un modèle faisant intervenir des prévisions de commercialisation et surtout des prévisions du tarif de location du génie civil d'Orange aval PM. [...]

Il convient donc que l'Autorité puisse indiquer le montant récurrent mensuel qu'un Opérateur d'Infrastructure est en droit de recouvrer en vertu de ce changement de clé d'allocation. A défaut, il est nécessaire que l'Autorité publie, comme elle l'a fait en 2017, une projection des tarifs de location du génie civil d'Orange, ce qui permettra de sécuriser l'application de la clause de modification de la composante « GC » qui est présente chez plusieurs Opérateurs d'Infrastructures.

2. Réponses aux questions de la consultation

Question 1 : Quelle est votre appréciation de l'évolution proposée s'agissant de la collecte des données relatives aux volumes et aux tailles des zones arrière de points de mutualisation ?

Cette évolution n'appelle pas de commentaire de la part d'Axione.

Néanmoins, à ce sujet, l'Autorité prend beaucoup de retard dans la publication des volumes et des linéaires des câbles installés dans le cadre de l'offre GC BLO. Ce retard est préjudiciable pour l'établissement des prévisions des tarifs de l'offre d'accès au génie civil d'Orange.

Question 2 : Quelle est votre appréciation sur les modalités de prévision des accès au 30 juin de l'année n proposées par l'Autorité ?

Cette évolution n'appelle pas de commentaire de la part d'Axione.

Question 3 : Avez-vous d'autres observations sur le projet de décision modifiant la décision n° 2017-1488 proposé par l'Autorité ?

Axione souhaite porter à la connaissance de l'Autorité des observations sur la chronique de coûts annualisés du génie civil d'accès d'Orange publiée avec la consultation et plus généralement sur le besoin de publication de données permettant de réaliser des prévisions des tarifs de location du GC d'Orange les plus fiables possibles.

En effet, la possibilité d'avoir une prévision des tarifs de location du génie civil d'Orange est un enjeu stratégique pour les Opérateurs d'infrastructures fibre. Il s'agit du premier poste de coûts récurrent d'un réseau FttH et sa bonne prévisibilité permet d'améliorer la fiabilité des plans d'affaires et in fine des décisions stratégiques qui peuvent être prises par la direction de l'entreprise et ses actionnaires. A ce propos, Axione souligne la discrimination des Opérateurs d'Infrastructures tiers par rapport à Orange quant à l'accès aux informations permettant l'établissement de prévisions fiables.

Axione considère que la chronique publiée à l'occasion de cette consultation est très incomplète pour pouvoir réaliser des prévisions fiables. En effet, pour pouvoir établir ces prévisions, les Opérateurs d'Infrastructures doivent pouvoir avoir accès aux données suivantes qui ne sont pas aujourd'hui mis à disposition par l'Autorité :

- Les chroniques d'investissement dans le génie civil par année en euros constant 2023 (ou en euros courant avec les hypothèses d'actualisation retenues) avec la distinction entre les actifs de durées de vie différentes ;
- Les prévisions d'investissement dans le génie civil d'Orange par année en euros constant 2023 avec la distinction entre les actifs de durées de vie différentes

- Les coûts d'exploitation 2022 en euros et les prévisions de coûts d'exploitation par année ;
- Le nombre d'abonnés cuivre à mi année, par année des cinq dernières années ;
- Les volumes récents de câbles fibre installés avec l'offre GC BLO d'Orange avec la distinction entre :
 - o Les câbles BLOM aval PM
 - o Les câbles BLOM amont PM
 - o Les câbles BLOD/RCA
 - o Les câbles de collecte des points-hauts mobiles.

Le secret des affaires ne saurait être évoqué pour justifier la non-fourniture de ces données. Le périmètre des informations couvertes par le secret des affaires est défini par l'article L. 151-1 du Code du Commerce qui stipule :

« Est protégée au titre du secret des affaires toute information répondant aux critères suivants :

- *1° Elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;*
- *2° Elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;*
- *3° Elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret. »*

Parmi ces critères cumulatifs, le deuxième critère n'est pas vérifié pour les informations listées ci-dessus. En effet, comme Orange est en monopole sur le marché du GC, les informations concernant le GC n'ont aucune valeur commerciale et leur divulgation n'affectera pas la concurrence entre les opérateurs économiques. De plus l'aspect agrégé des données financières demandées ne permettrait pas de remonter jusqu'aux prix unitaires. De plus des informations équivalentes ont déjà été publiées par l'Autorité par le passé, notamment dans l'annexe 1 à la décision n° 05-0834¹, sans que cela ne pose de problèmes. De même, l'Autorité avait publié des données bien plus précises telles que les coûts unitaires des infrastructures de génie civil ², bien plus précises que celles demandées par Axione.

Si malgré ces arguments, l'Autorité souhaite continuer à ne publier que la chronique de coûts annualisés en base 100 2023, il faut que celle-ci soit publiée depuis l'année 2017 pour permettre de calibrer nos modélisations sur la base des tarifs qui ont été effectivement calculés ces dernières années et pour permettre de la comparer avec la chronique publiée en 2017 par l'Autorité.

¹ https://www.arcep.fr/uploads/tx_gsavis/05-0834.pdf

² Annexe 5 de la Consultation sur les méthodes de valorisation de la boucle locale cuivre : <https://www.arcep.fr/fileadmin/cru-1677573101/reprise/publications/c-publique/consult-boucle-cuivre0405.pdf>